



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Dimanche 16 Avril 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances : Faïd reçoit le Coordonnateur résident des Nations Unies en Algérie

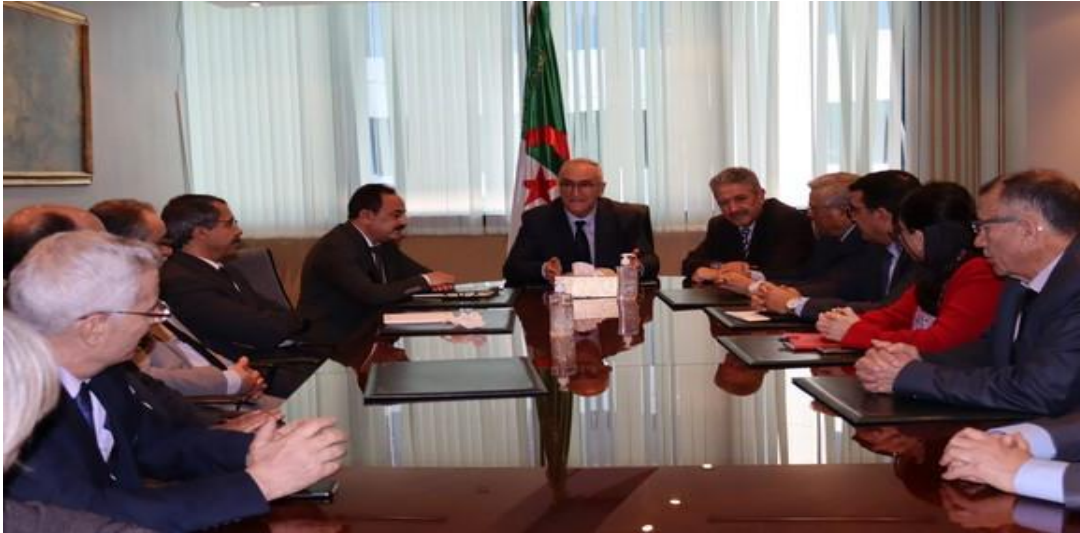


Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu en audience, jeudi à Alger, le Coordonnateur résident du système des Nations Unies en Algérie, Alejandro Alvarez, avec lequel il a abordé l'état et les perspectives de collaboration entre l'Algérie et les différentes organisations du système des Nations Unies, a indiqué un communiqué du ministère.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances : installation d'un nouveau DG du Domaine national



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a procédé samedi à l'installation de Abderrahmane Kheddi, en qualité de directeur général du Domaine national (DGDN), en remplacement de Djamel Khaznadji, a indiqué le ministère dans un communiqué.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finance islamique : une convention de partenariat entre la BEA et « El DjazairTakaful »

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a signé, jeudi à Alger, une convention partenariat avec l'entreprise publique "Algerian General Takaful" afin de garantir une meilleure gestion des risques liés à la finance islamique, indique un communiqué de la banque.



[Finances : Faïd reçoit le Coordonnateur résident des Nations Unies en Algérie](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu en audience, jeudi à Alger, le Coordonnateur résident du système des Nations Unies en Algérie, Alejandro Alvarez, avec lequel il a abordé l'état et les perspectives de collaboration entre l'Algérie et les différentes organisations du système des Nations Unies, a indiqué un communiqué du ministère. Alvarez était accompagné, lors de cette audience qui a eu lieu au niveau du siège du ministère de Finances, de son équipe composée notamment, des représentantes résidentes du PNUD et de l'UNICEF en Algérie, selon la même source.



[Réformes financières](#)

[Les grandes avancées de l'Algérie](#)

L'investissement en Algérie est désormais solvable et porteur. Il repose sur de nouveaux paradigmes de gestion.

Répercussions directes des avancées enregistrées dans différents domaines ces deux dernières années, la destination «Algérie» fait désormais objet d'attractivité, à plus d'un titre, auprès des partenaires étrangers.



[Ouverture d'une filiale de la BNA au Sénégal](#)

[Un jalon pour investir l'Afrique](#)

Cette première démarche traduit la volonté politique d'opérer une ouverture sur le monde extérieur et, particulièrement, sur l'Afrique.

Le pas est désormais franchi. La banque nationale d'Algérie BNA est, finalement, la première banque algérienne à être agréée et à exercer officiellement, ses activités à l'étranger. Pour cette première opération, la BNA a choisi de se déployer sur le continent africain et, plus précisément, au Sénégal.



[Il a fait de l'adhésion aux brics une option stratégique](#)

[Le choix juste du Président](#)

Avec le recul, on mesure la clairvoyance dont a fait montre Abdelmadjid Tebboune. La justesse de son analyse de la situation géopolitique du moment relève du pur génie politique.

Dans la configuration inédite de l'état géopolitique de la planète, l'Algérie a sa part. Elle a droit de cité auprès des pays de l'Union européenne et des Etats-Unis. Cet intérêt grandissant pour l'Algérie s'explique amplement par la décision du président de la République d'engager la candidature de l'Algérie pour rejoindre le groupe des Brics.



[La banque HSBC annonce financer des projets](#)

[Un géant britannique en Algérie](#)

Il va sans dire, aujourd'hui, que l'investissement en Algérie a grandement besoin de pareilles passerelles.

Hsbc Bank-Algérie veut financer des projets d'investissements en Algérie. Plus encore, la prestigieuse banque anglaise a fait montre de sa volonté de faire la promotion, moyennant son réseau bancaire international, des opportunités d'investissements à portée de main en Algérie. C'est ce que vient d'annoncer l'agence algérienne pour la promotion des investissements Aapi, dont le directeur général a reçu une délégation de cette banque britannique conduite par son P-DG, M. James Fielder.



[Investissements](#)

[Le médiateur de la République s'implique](#)

Il est attendu soutien, accompagnement et incitations fiscales et parafiscales, en contrepartie de la hausse de la production et de la valeur ajoutée à l'économie.

Poursuivant ses actions de rapprochement et de dialogue avec les opérateurs économiques, en vue de faciliter l'acte d'investir, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (Aapi) a tenu mardi à Alger une séance de travail avec le médiateur de la République.

Réformes financières : L'ONU affiche sa disponibilité à accompagner l'Algérie



Le ministre des Finances, a reçu en audience ce jeudi 13 avril 2023, au niveau du siège de son département ministériel, Alejandro Alvarez, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en Algérie, accompagné de son équipe composée notamment, des Représentantes Résidentes du PNUD et de l'UNICEF en Algérie.

Finances : Abderrahmane Kheddi, nouveau DG du domaine national



Abderrahmane Kheddi a été installé, ce samedi par le ministre des Finances Laaziz FAID, dans ses nouvelles fonctions de directeur général du Domaine national. Ce cadre supérieur du secteur succède, à ce poste, à Djamel Khaznadji.



Pr. Bessaha propos de la réforme bancaire : «Donner une chance à l'ouverture du capital des banques... »

« La lutte contre l'inflation mondiale, par le biais, entre autres, d'un relèvement des taux d'intérêt directeurs, est porteuse de risques sérieux de déstabilisation du secteur financier mondial.

Une partie de ce dernier pourrait désormais faire face à une crise de solvabilité après avoir subi une crise de liquidité le mois dernier », affirme Abdelrahmi Bessaha, expert international.



Faïd reçoit le Coordonnateur résident des Nations Unies : Les efforts consentis par l'Algérie pour asseoir les bases d'une croissance économique durable félicités

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu en audience, jeudi dernier, à Alger, le Coordonnateur résident du système des Nations unies en Algérie, Alejandro Alvarez, avec lequel il a abordé l'état et les perspectives de collaboration entre l'Algérie et les différentes organisations du système des Nations unies, a indiqué un communiqué du ministère. M. Alvarez était accompagné, lors de cette audience qui a eu lieu au niveau du siège du ministère de Finances, de son équipe composée notamment, des représentantes résidentes du PNUD et de l'UNICEF en Algérie, selon la même source.



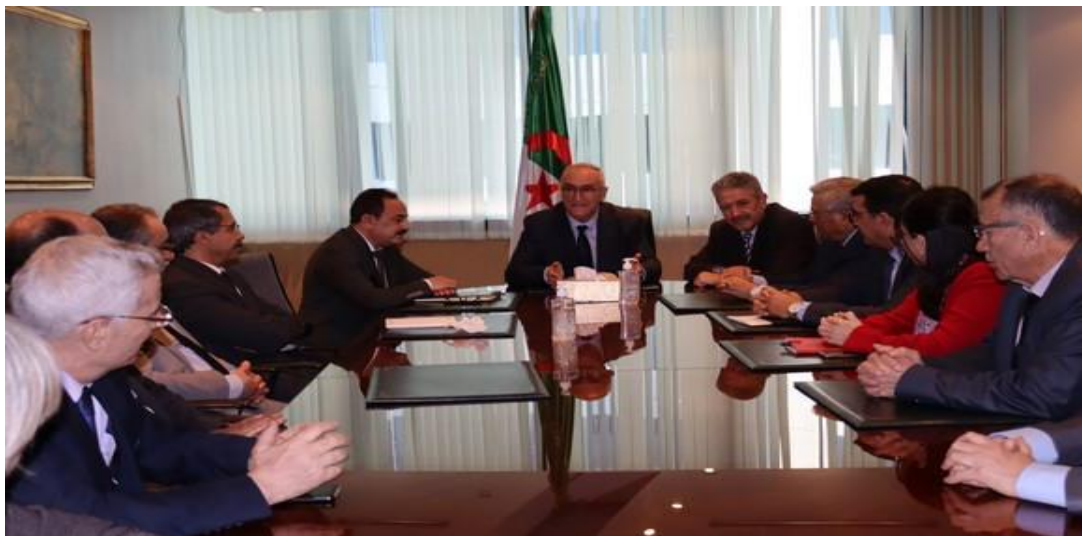
Signature d'une convention entre la BEA et Algerian General Takaful : Pour une meilleure gestion des risques

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a signé, jeudi à Alger, une convention de partenariat avec l'entreprise publique «Algerian General Takaful» afin de garantir une meilleure gestion des risques liés à la finance islamique ainsi qu'à renforcer la confiance des clients de la banque en quête d'un financement conforme à la Charia islamique, indique un communiqué de la banque.

Faid reçoit le Coordonnateur résident des Nations Unies en Algérie : Les efforts de notre pays pour asseoir les bases d'une croissance économique durable salués

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a reçu en audience, jeudi à Alger, le Coordonnateur résident du système des Nations Unies en Algérie, Alejandro Alvarez, avec lequel il a abordé l'état et les perspectives de collaboration entre l'Algérie et les différentes organisations du système des Nations Unies, a indiqué un communiqué du ministère. M. Alvarez était accompagné, lors de cette audience qui a eu lieu au niveau du siège du ministère de Finances, de son équipe composée notamment, des représentantes résidentes du PNUD et de l'UNICEF en Algérie, selon la même source.

Domaine national : Installation d'un nouveau directeur général



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a procédé, ce samedi, à l'installation de Abderrahmane Kheddi, en qualité de directeur général du Domaine national (DGDN), en remplacement de Djamel Khaznadji, a indiqué le ministère dans un communiqué.

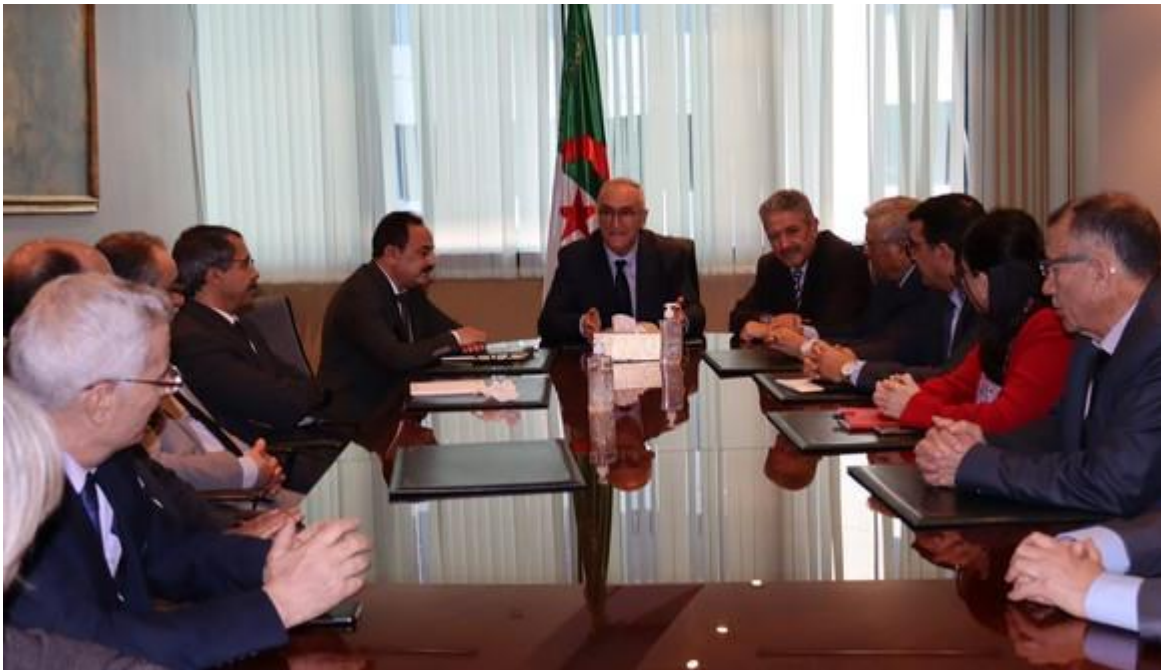
En ouvrant cette cérémonie d'installation, qui s'est déroulée au siège du ministère, M. Faid « a tenu, tout d'abord, à remercier M. Khaznadji pour tous les efforts consentis et par la même occasion il a félicité le nouveau directeur général pour sa nomination, lui souhaitant plein succès dans ses nouvelles missions », selon la même source.

Suivi du plan d'action de recyclage et de valorisation des déchets : Installation d'une commission interministérielle

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a présidé, ce jeudi à Alger, la cérémonie d'installation d'une commission interministérielle chargée du suivi de la mise en œuvre du plan d'action pour le développement du recyclage et de la valorisation des déchets en Algérie.



Abderrahmane Kheddi, nouveau directeur général du Domaine national



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a procédé samedi à l'installation de Abderrahmane Kheddi, en qualité de directeur général du Domaine national (DGDN), en remplacement de Djamel Khaznadj, a indiqué le ministère dans un communiqué.

En ouvrant cette cérémonie d'installation, qui s'est déroulée au siège du ministère, Faïd « a tenu, tout d'abord, à remercier M. Khaznadj pour tous les efforts consentis et par la même occasion il a félicité le nouveau directeur général pour sa nomination, lui souhaitant plein succès dans ses nouvelles missions », selon la même source.

Changement à la tête de la direction des domaines : Un processus de numérisation à accélérer

Un nouveau directeur général vient d'être installé à la tête de la direction des domaines, selon un communiqué officiel rendu public hier par le ministère des Finances à travers son site internet.

Abderrahmane Kheddi a ainsi pris officiellement ses fonctions en qualité de directeur général du domaine national (DGDN), en remplacement de Djamel Khaznadji, précise le même communiqué.

Faid reçoit le coordonnateur résident des Nations Unies

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, qui a reçu, jeudi, le Coordonnateur résident du système des Nations Unies en Algérie, Alejandro Alvarez, a émis le souhait de faire bénéficier le secteur des finances de l'expertise des agences onusienne.

Lors de cette rencontre les deux parties ont abordé l'état et les perspectives de collaboration entre l'Algérie et les différentes organisations du système des Nations Unies, a indiqué un communiqué du ministère.



Finances : M. Faid reçoit le Coordonnateur résident des Nations Unies en Algérie

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a reçu en audience, jeudi à Alger, le Coordonnateur résident du système des Nations Unies en Algérie, Alejandro Alvarez, avec lequel il a abordé l'état et les perspectives de collaboration entre l'Algérie et les différentes organisations du système des Nations Unies, a indiqué un communiqué du ministère.



[Finances : Faïd accueille le Coordonnateur Résident des Nations Unies en Algérie](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu en audience, jeudi, à Alger, le coordonnateur résident du système des Nations Unies en Algérie, Alejandro Alvarez, avec qui il a évoqué l'état et les perspectives de la collaboration entre l'Algérie et les différentes organisations des Nations Unies. Selon un communiqué de presse du ministère.



[Finances : installation d'un nouveau DG du Domaine national](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a procédé samedi à l'installation de Abderrahmane Kheddi, en qualité de directeur général du Domaine national (DGDN), en remplacement de Djamel Khaznadji, a indiqué le ministère dans un communiqué.

En ouvrant cette cérémonie d'installation, qui s'est déroulée au siège du ministère, M. Faïd « a tenu, tout d'abord, à remercier M. Khaznadji pour tous les efforts consentis et par la même occasion il a félicité le nouveau directeur général pour sa nomination, lui souhaitant plein succès dans ses nouvelles missions », selon la même source.



[BDL : Lancement fin juin d'une plateforme digitale de suivi et de gestion des crédits](#)

Le directeur de l'analyse et du suivi des crédits au niveau de la Banque locale de développement (BDL), Smain Bendali, a révélé que la banque lancera fin juin prochain une plateforme numérique d'étude, de gestion et de suivi des crédits, rapporte ce samedi l'agence officielle.



Ouverture de banques à l'étranger : le capital fixé

les autorités monétaires ont fixé le capital de la Banque Extérieure d'Algérie en France à 150 millions d'euros, et le capital de Algerian Union Bank en Mauritanie à 100 millions de dollars, a rapporté hier vendredi El Jazair El Youmi.

La Banque nationale algérienne, le Crédit populaire algérien, la Banque étrangère algérienne et la Banque de l'agriculture et du développement rural participent à cette succursale algérienne.



Importation de voitures de moins de 3 ans en Algérie : la douane présente ses prix référentiels

Les services de la douane algérienne ont récemment publié une note étalant leurs prix référentiels relatifs à l'importation de voitures de moins de 3 ans en Algérie. Tous les détails sont à découvrir dans la suite de ce numéro du samedi 15 avril 2023.

فايد يبحث آفاق التعاون مع منسق الأمم المتحدة حول إصلاح قطاع المالية



بحث وزير المالية لعزیز فايد، أول أمس، مع المنسق المقيم للأمم المتحدة بالجزائر ألكاندرو ألفاريز، واقع وآفاق التعاون بين الجزائر ومختلف منظمات الأمم المتحدة المعنية بنشاطات التعاون بالجزائر.

بفضل إمكانية تتبع أثرها المحاسبي والمالي.. خبراء:

الدينار الرقمي للقضاء على الفساد وغسيل الأموال

*** تحقيق الأمن التجاري بالقضاء على الوسطاء والمضاربين**

توقع خبراء، أن تعزز الجزائر منظومتها الإجرائية في مجال مكافحة الفساد وتبييض الأموال، التي تعتمد على شبكات الجريمة المنظمة من تجار المخدرات والمضاربين والمرتشين، من توجيهها لإصدار عملة رقمية جزائرية، بموجب قانون النقدي والمصرفي، والذي من شأنه تتبع مسار المعاملات المالية ويضيق الخناق على شبكات الجريمة المنظمة والمعاملات المشبوهة.



تنصيب مدير عام جديد لأملاك الدولة

نصب وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم السبت، عبد الرحمن خدي، مديرا عاما لأملاك الدولة خلفا لجمال خزناجي. أفادت وزارة المالية، في بيان، أن فايد قدم لدى إشرافه على حفل التنصيب الذي جرى بمقر الوزارة، “شكره لخزناجي نضير الجهود التي بذلها، و هنا بذات المناسبة المدير العام الجديد عن تنصيبه، متمنيا له النجاح في مهامه الجديدة.”



منصة رقمية لمتابعة وتسيير قروض بنك التنمية

كشف مدير التحليلات ومتابعة القروض على مستوى بنك التنمية المحلية، سماعين بن دالي، بأن البنك سي طرح نهاية جان المقبل، منصة رقمية خاصة بدراسة وتسيير ومتابعة القروض.

أوضح بن دالي لـ “وأج” بأن “هذه المنصة المجانية، ستمكن البنك من معالجة ملفات القروض بطريقة الكترونية وفي مدة زمنية قصيرة وكذا تجنبه العمل الورقي، كما تتيح لصاحب القرض إمكانية تتبع ملفه عن طريق رقم خاص به يحصل عليه من طرف البنك، بالإضافة إلى مزايا أخرى، كما تغني عن مشقة التنقل إلى وكالات البنك للاستفسار.”



مالية: الاتفاق على قائمة أعمال تعاون بين الجزائر ومنظمات الأمم المتحدة

استقبل وزير المالية، لعزیز فايد، يوم الخميس بالجزائر العاصمة، المنسق المقيم للأمم المتحدة بالجزائر، ألكاندر و ألفاريز، الذي تطرق معه إلى واقع وأفاق التعاون بين الجزائر ومختلف منظمات الأمم المتحدة، حسب بيان للوزارة.



تسهيلات بالموانئ والمستودعات لـ 4 أصناف من السلع المستوردة جمركة سريعة لتجهيزات الملاعب والمستشفيات ومحطات التحلية

بالموازاة مع التعليمات التي أصدرها وزير التجارة وترقية الصادرات الطيب زيتوني والخاصة بتسريع تسريح السلع المستوردة المتواجدة على مستوى الموانئ، باشرت الجمارك الجزائرية إجراءات لتسهيل حركية السلع على مستوى المستودعات.



بداية من 8 آلاف أورو.. وثيقة مرجعية ترصد الأسواق الأوروبية منذ 2012 هذه أسعار الجمارك للسيارات أقل من 3 سنوات

بتدئ أسعار سيارات أقل من 3 سنوات من 8 آلاف أورو (160 مليون سنتيم بتحويل السوق غير الرسمية للصراف) دون احتساب تكاليف الاستيراد، حسب وثيقة مرجعية للجمارك الجزائرية ترصد أسعار السيارات في السوق الأوروبية بين سنتي 2012 و2021، وتُثبت ارتفاعها بشكل حاد بعد 2020 مقارنة مع مرحلة ما قبل كورونا.



BDL يُطلق منصة رقمية لمتابعة وتسيير القروض قريبا

أعلن مدير التحليلات ومتابعة القروض على مستوى بنك التنمية المحلية، سماعين بن دالي، عن إطلاق منصة رقمية خاصة بدراسة وتسيير ومتابعة القروض، نهاية جوان القادم.

وأوضح ذات المسؤول، في تصريح لوكالة الأنباء، بأن "هذه المنصة المجانية. ستمكن البنك من معالجة ملفات القروض بطريقة الكترونية وفي مدة زمنية قصيرة. وكذا تجنبه العمل الورقي".

16/04/2023

Finances

Un nouveau directeur général du Domaine national installé

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a procédé samedi à l'installation de Abderrahmane Kheddi, en qualité de directeur général du Domaine national (DGDN), en remplacement de Djamel Khaznadji, a indiqué le ministère dans un communiqué.

En ouvrant cette cérémonie d'installation, qui s'est déroulée au siège du ministère, M. Faïd «a tenu, tout d'abord, à remercier M. Khaznadji pour tous les efforts consentis et par la même occasion il a félicité le nouveau directeur général pour sa nomination, lui souhaitant plein succès dans ses

nouvelles missions», selon la même source. Le ministre des Finances a rappelé, également, l'importance de cette structure, qui joue, a-t-il précisé, «un rôle prépondérant dans la mise en œuvre des différentes politiques sectorielles, rendant, ainsi, sa numérisation un impératif incontournable dans la réussite des réformes engagées par les pouvoirs publics».

A ce titre, il a mis en exergue «la nécessité d'assurer la continuité du processus de numérisation de l'administration du Domaine national, compte tenu de l'importance d'as-

soir un dispositif rénové de gouvernance basé sur la performance et ce par l'instauration effective d'une culture de travail axée sur la gestion par les résultats», a fait savoir le ministère.

Dans le même sillage, M. Faïd a appelé à poursuivre les efforts pour le parachèvement de la fusion fonctionnelle entre les services du cadastre et ceux de la conservation foncière, est-il souligné dans le communiqué rappelant que M. Kheddi a occupé, précédemment, plusieurs postes de responsabilité au niveau de la direction générale du Domaine national.

16/04/2023

INSTALLATION DU NOUVEAU DG DU DOMAINE NATIONAL

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a procédé, hier, à l'installation de Abderrahmane Kheddi, en qualité de directeur général du Domaine national (Dgdn), en remplacement de Djamel Khaznadji, a indiqué le ministère dans un communiqué. Le ministre des Finances a rappelé l'importance de cette structure, qui joue, a-t-il précisé, un rôle prépondérant dans la mise en œuvre des différentes politiques sectorielles, rendant, ainsi, sa numérisation un impératif incontournable dans la réussite des réformes engagées par les pouvoirs publics. Il a mis en exergue « la nécessité d'assurer la continuité du processus de numérisation de l'administration du Domaine national, compte tenu de l'importance d'asseoir un dispositif rénové de gouvernance basé sur la performance et ce par l'instauration effective d'une culture de travail axée sur la gestion par les résultats », a fait savoir le ministère.

16/04/2023

FINANCES

Abderrahmane Kheddi, nouveau DG du domaine national

Abderrahmane Kheddi a été installé, hier par le ministre des Finances Laaziz FAID, dans ses nouvelles fonctions de directeur général du Domaine national. Ce cadre supérieur du secteur succède, à ce poste, à Djamel Khaznadji.

Lors de la cérémonie, organisé au département des Finances, le membre du gouvernement a relevé *“l'importance de cette structure, qui joue un rôle prépondérant dans la mise en œuvre des différentes politiques sectorielles, rendant, ainsi, sa numérisation un impératif incontournable dans la réussite des réformes engagées par les pouvoirs publics.”*

Il a insisté sur l'impératif de poursuivre la cadence de digitalisation des documents et données gérés par Domaine National, et pour *“asseoir un dispositif rénové de gouvernance basé sur la performance et ce par l'instauration effective d'une culture de travail axée sur la gestion par les résultats.”*

Le Ministre a incité, également, à redoubler d'efforts, afin de panacher *“la fusion fonctionnelle entre les services du cadastre et ceux de la conservation foncière.”*

16/04/2023

FINANCES

Installation d'un nouveau directeur général du Domaine national

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a procédé samedi à l'installation de Abderrahmane Kheddi, en qualité de directeur général du Domaine national (DGDN), en remplacement de Djamel Khaznadjji, a indiqué le ministère dans un communiqué.

En ouvrant cette cérémonie d'installation, qui s'est déroulée au

siège du ministère, M. Faid «a tenu, tout d'abord, à remercier M. Khaznadjji pour tous les efforts consentis et par la même occasion il a félicité le nouveau directeur général pour sa nomination, lui souhaitant plein succès dans ses nouvelles missions», selon la même source.

Le ministre des Finances a rappelé, également, l'importance de

cette structure, qui joue, a-t-il précisé, «un rôle prépondérant dans la mise en œuvre des différentes politiques sectorielles, rendant, ainsi, sa numérisation un impératif incontournable dans la réussite des réformes engagées par les pouvoirs publics.

À ce titre, il a mis en exergue «la nécessité d'assurer la continuité du processus de numérisation de l'ad-

ministration du Domaine national, compte tenu de l'importance d'asseoir un dispositif rénové de gouvernance basé sur la performance et ce par l'instauration effective d'une culture de travail axée sur la gestion par les résultats», a fait savoir le ministère.

Dans le même sillage, M. Faid a appelé à poursuivre les efforts

pour le parachèvement de la fusion fonctionnelle entre les services du cadastre et ceux de la conservation foncière, est-il souligné dans le communiqué. M. Kheddi a occupé, précédemment, plusieurs postes de responsabilité au niveau de la direction générale du Domaine national.

APS

16/04/2023

FINANCES

INSTALLATION D'UN NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU DOMAINE NATIONAL

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a procédé, hier, à l'installation de Abderrahmane Kheddi, en qualité de Directeur général du Domaine national (DGDN), en remplacement de Djamel Khaznadji, a indiqué le ministère dans un communiqué. En ouvrant cette cérémonie d'installation, qui s'est déroulée au siège du ministère, M. Faïd «*a tenu, tout d'abord, à remercier M. Khaznadji pour tous les efforts consentis et, par la même occasion, il a félicité le nouveau directeur général pour sa nomination, lui souhaitant pleins succès dans ses nouvelles missions*», selon la même source. Le ministre des Finances a rappelé, également, l'importance de cette structure, qui joue, a-t-il précisé, «*un rôle prépondérant dans la mise en œuvre des différentes politiques sectorielles, rendant ainsi sa numérisation un impératif incontournable*

dans la réussite des réformes engagées par les pouvoirs publics». A ce titre, il a mis en exergue «*la nécessité d'assurer la continuité du processus de numérisation de l'administration du Domaine national, compte tenu de l'importance d'asseoir un dispositif rénové de gouvernance basé sur la performance et ce, par l'instauration effective d'une culture de travail axée sur la gestion par les résultats*», a fait savoir le ministère. Dans le même sillage, M. Faïd a appelé à poursuivre les efforts pour le parachèvement de la fusion fonctionnelle entre les services du Cadastre et ceux de la Conservation foncière, est-il souligné dans le communiqué rappelant que M. Kheddi a occupé, précédemment, plusieurs postes de responsabilité au niveau de la Direction générale du Domaine national. (APS)

16/04/2023

COMMENTAIRE

L'Algérie et le transfert de technologie

Par Cherif Lahdiri

L'environnement économique international exige de l'Algérie des stratégies de développement dans lesquelles le transfert de technologie doit jouer un rôle crucial. L'importation de savoir-faire doit être au cœur de la stratégie économique au moment où l'économie algérienne affiche un besoin névralgique de se moderniser. Les entreprises algériennes ne doivent, par exemple, attribuer leurs grands contrats d'équipement que sur la base de la condition sine qua non du transfert de technologie. Une telle condition doit être une exigence courante pour les entreprises étrangères souhaitant accéder au marché algérien. Un tel transfert peut être organisé dans le cadre de joint-ventures. L'entreprise étrangère accepte le transfert d'une partie de sa technologie à une entreprise algérienne, ce qui va lui permettre de vendre ses produits en Algérie. Cette pratique permet à l'Algérie d'attirer les technologies étrangères.

C'est ce que fait la société publique Somiz, une filiale de Sonatrach basée à Arzew. Spécialisée dans l'ingénierie de la maintenance et la rénovation des installations industrielles, cette société est un illustre exemple de réussite en matière de transfert de technologie au profit des entreprises algériennes. Cette entreprise publique économique, qui emploie plus de 3100 salariés, affiche une bonne santé, imputable notamment à une pertinente stratégie liée à des technologies acquises auprès de grandes multinationales à la faveur de fructueux partenariats. Cette société a misé sur l'importation des technologies nécessaires pour se moderniser. Ceci a été concrétisé en choisissant ses partenaires étrangers sur la base de critères d'efficacité sous forme de joint-ventures et avec des conditions liées notamment au transfert de technologie. «Le transfert de technologie ne se donne pas. Il s'arrache. Il faut savoir négocier avec le partenaire avant la conclusion des contrats de services. Nous avons acquis des transferts de technologie grâce à des partenariats gagnant-gagnant qui nous ont permis de monter en puissance», affirme Yazid Kemmoum, le PDG de Somiz. Cette société a, par exemple, bénéficié d'un transfert de technologie de deux multinationales avec lesquelles elle travaille en partenariat. Il s'agit de l'américain Emerson Fisher et de Schneider Electric, leader mondial des solutions numériques d'énergie et des automatisations pour l'efficacité énergétique et la durabilité.

Le transfert technologique vers l'Algérie peut être fait sous diverses modalités : joint-ventures, coopérations universitaires, échanges d'étudiants, achats de brevets, créations de filiales de multinationales et acquisitions de sociétés étrangères. Les contrats de coopération conclus avec les partenaires étrangers doivent, par exemple, inclure la conclusion de partenariats avec des hautes écoles et institutions étrangères de recherche. De telles clauses salutaires devront notamment aider les PME locales à acquérir les brevets et les nouvelles technologies transférables des laboratoires de recherche étrangers vers des applications industrielles algériennes.

Une autre idée intéressante consiste en la création d'un réseau de centres algériens chargés de capter les transferts de technologie de l'étranger. Leur mission sera de servir de passerelle efficace entre les grandes écoles étrangères et l'industrie algérienne afin de faciliter les transferts de technologie.

15/04/2023

LA FILIALE DE LA BNA AU SÉNÉGAL ENTAMERA SON ACTIVITÉ EN SEPTEMBRE PROCHAIN

La première banque algérienne à l'étranger obtient son agrément

● L'octroi de l'agrément est intervenu trois mois après le dépôt du dossier, selon Mohamed Lamine Lebbou président du conseil d'administration de la BNA.

La filiale de la Banque nationale d'Algérie (BNA) au Sénégal, la banque algérienne sénégalaise, a obtenu le 11 avril l'agrément des autorités monétaires sénégalaises. Cette filiale, dotée d'un capital de 100 millions de dollars, entamera son activité avant septembre prochain.

L'opération interviendra en effet après la finalisation des procédures nécessaires. Ce sera ainsi la première banque publique algérienne agréée à exercer son activité à l'étranger, en attendant l'ouverture d'autres banques prochainement.

C'est en somme ce qu'a indiqué le 13 avril le président du conseil d'administration de la banque, directeur général de la BNA, Mohamed Lamine Lebbou, repris par l'APS. Selon la même source, le processus s'est déroulé en deux phases, la première au niveau de la commission des finances de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en Côte d'Ivoire, et la deuxième au Sénégal. Une phase durant laquelle les représentants de la banque algérienne ont expliqué la stratégie d'investissement de la BNA «qui a été acceptée sans réserves», selon M. Lebbou.



La BNA sera la première banque algérienne agréée à exercer en dehors du pays

Cette filiale se compose, faut-il le noter, de quatre actionnaires conduits par la BNA, avec un taux de contribution de 40%, contre 20% pour le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR). L'octroi de l'agrément est intervenu trois mois après le dépôt du dossier. «Nous avons réussi à obtenir l'agrément en peu de

temps», s'est d'ailleurs satisfait M. Lebbou, faisant valoir la force des compétences algériennes dans la constitution d'un dossier complet et l'organisation de toutes les délibérations nécessaires. «Ce qui confirme notre volonté de réaliser l'efficacité économique et d'accompagner les opérateurs économiques algériens», a-t-il ajouté.

Il est attendu, par ailleurs, le lancement d'autres succursales de

banques algériennes en Mauritanie et en France. La filiale de la BEA en France sera lancée sous l'appellation de Banque extérieure d'Algérie internationale et les démarches pour l'obtention de l'agrément en France ont commencé, notamment, pour la mise en place d'un système d'information chargé de préparer et de déposer la demande d'agrément auprès d'un bureau international. Cet agrément est attendu au cours du premier semestre 2023, selon le ministre des Finances, Laaziz Fayed, qui s'exprimait à ce sujet début avril. La première agence sera installée au niveau de l'ancien Consulat général à Paris. Le contrat a été signé, et les travaux d'équipement seront parachevés début mars 2023.

Pour ce qui est de l'implantation d'une banque en Mauritanie (Algerian Union Bank), le dossier d'agrément a été déposé début mars 2023. Il est prévu dans la continuité de cette extension bancaire à l'étranger, de «lancer Algerian Union Bank en septembre 2023», toujours selon le ministre, pour qui ces projets revêtent «un caractère géostratégique pour l'Etat algérien, tant sur le plan politique qu'économique».

Samira I.

PHOTO: B. SOUHLI

16/04/2023

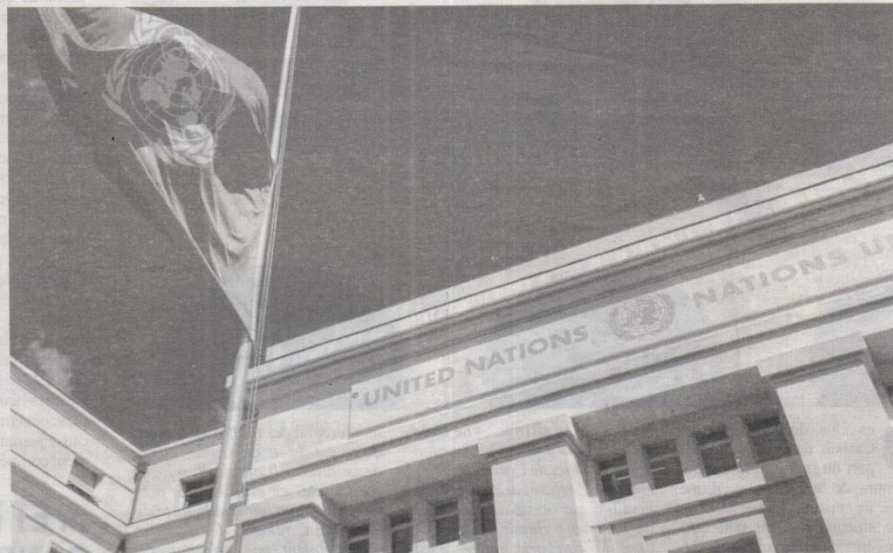
LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT LEUR COÛTERA PLUS DE 800 MILLIARDS DE DOLLARS

La CnuCED alerte sur les risques pour les pays en développement

● Le rapport de l'organisation onusienne justifie ce risque par la montée en flèche des niveaux d'endettement et l'augmentation des coûts du service de la dette réduisant les investissements productifs dans les secteurs public et privé. Les hausses des taux d'intérêt coûteront aux pays en développement, selon la même source, plus de 800 milliards de dollars au cours des prochaines années.

Les alertes se suivent et se ressemblent concernant les risques de déclin économiques dans différentes régions du monde. Dans sa nouvelle mise à jour du rapport sur le commerce et le développement, l'agence onusienne pour le commerce et le développement CnuCED alerte sur les risques d'une «*décennie perdue pour les pays en développement*» à cause d'importants niveaux de surendettement. «*La croissance annuelle dans de nombreuses parties du monde sera inférieure aux performances enregistrées avant la pandémie. Elle sera même bien en deçà de la décennie de forte croissance qui a précédé la crise financière mondiale*», explique le rapport de la CnuCED, qui s'attend à une croissance mondiale en 2023 de 2,1%, contre les 2,2% prévus en septembre 2022. Une projection aussi pessimiste que celles déjà établies par la Banque mondiale (2,2%) et le FMI (2,8%). La CnuCED avertit particulièrement les pays en développement dont nombreux seront confrontés à «*une crise de développement de plus en plus grave*».

Le rapport de l'organisation onusienne justifie ce risque par la montée en flèche des niveaux d'endettement et l'augmentation des coûts du service de la dette réduisant les investissements productifs dans les secteurs public et privé. Les hausses des taux d'intérêt coûteront aux pays en développement, selon la même source, plus de 800 milliards de dollars au cours des prochaines années. Le manque de liquidités créera un cercle financier vicieux et ce sont les pays en développement qui en paieront les conséquences. «*Dans le même temps, les coûts d'emprunt, mesurés par le rendement des*



Pour la CnuCED, la fragilité des pays en développement est plus importante

obligations souveraines, ont augmenté de 5,3% pour 68 marchés émergents. Dans l'ensemble, la pression exercée par les créanciers extérieurs sur les pays en développement pour qu'ils réduisent leurs déficits budgétaires devrait s'accroître», alerte la CnuCED. La crise du surendettement provoquera un creusement des inégalités. «*39 pays payent davantage à leurs créanciers publics extérieurs que ce qu'ils ont reçu en nouveaux prêts. Ce qui aura un impact négatif sur les investissements publics et la protection sociale*», précise le même rapport.

Par ailleurs, concernant les coûts du service de la dette, le même document remarque une augmentation constante durant la dernière décennie par rapport aux dépenses publiques. Ainsi, le nombre de pays dépensant plus pour le service de la dette publique extérieure que pour la santé est passé de 34 à 62 en 10 ans. Cela alors que le taux d'inflation alimentaire demeure élevé. «*L'impact combiné de la hausse des taux d'intérêt et des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, dans le contexte d'une baisse du soutien budgétaire, devrait encore affaiblir*

les dépenses des ménages, notamment en matière de logements», indique la CnuCED. Cette dernière recommande d'agir en adoptant un programme audacieux pour soutenir les pays en développement. La CnuCED appelle ainsi à une révision de l'architecture de la dette mondiale, une augmentation des liquidités et un renforcement des réglementations financières. Cela en renforçant également l'agenda financier multilatéral, à travers un mécanisme de gestion de la dette provenant à la fois des créanciers et des débiteurs. **Nadjia Bouarich**

15/04/2023

CONVENTION ENTRE LA BEA ET ALGERIAN GENERAL TAKAFUL

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a conclu le 13 avril une convention de partenariat avec l'entreprise publique Algerian General Takaful afin de garantir une meilleure gestion des risques liés à la finance islamique, indique un communiqué de la banque rendu public à cet effet. Selon la même source, la convention porte sur la couverture de tous les risques susceptibles d'affecter les projets financés par la banque, dans le cadre du financement islamique proposé aux particuliers et aux entreprises, et définit les conditions et les mécanismes d'assurance. La signature de la convention s'inscrit dans le cadre des efforts de la banque visant à développer l'activité de la finance islamique et permettre une meilleure gestion des risques liés à ce type de produits, ainsi qu'à renforcer la confiance des clients de la banque en quête d'un financement conforme à la charia islamique. Pour rappel, Algerian General Takaful a été créée récemment avec la contribution de tous les opérateurs publics des secteurs des assurances et des banques.

16/04/2023

**IL EST ORGANISÉ
PAR UNE BANQUE
ITALIENNE**
**UN WEBINAR SUR
LES OPPORTUNITÉS
DU MARCHÉ
ALGÉRIEN**

La banque italienne Banca Popolare di Sondrio organisera, le mercredi 19 avril, un séminaire en ligne, ou webinar, consacré aux opportunités d'affaires en Algérie. Ce séminaire est organisé dans le cadre des activités de formation, chapeauté par le service international de la banque et dédié aux entreprises italiennes désireuses d'améliorer leur connaissance des marchés étrangers.

Ce webinar se déroulera de 9h30 à 12h et abordera la question du potentiel d'opportunités d'affaires qu'offre le marché algérien au PME italiennes et des relations commerciales entre les deux pays, avec la participation de spécialistes du secteur économique, rapportent des médias italiens. Le séminaire sera diffusé sur la plateforme Webex et la participation est gratuite sous réserve d'une inscription avant le 14 avril via le formulaire disponible sur la plateforme de la banque <http://businessschool.popso.it>.

R. E.

16/04/2023



16/04/2023

RÉDUCTION DE LA DURÉE DE RENOUVELLEMENT DE LA LICENCE "MOUDJAHID"

Des charges financières supplémentaires pour le Trésor

PAR CHAHINE ASTOUATI

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits, Laïd Rebiga, a indiqué, jeudi à Alger, que "la réduction de la durée de renouvellement de la licence "Moudjahid" pour l'acquisition de voitures entraînera des charges financières supplémentaires pour le Trésor."

Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, M. Rebiga a précisé que la réduction de 5 à 3 ans de la durée de renouvellement de la licence "Moudjahid" pour l'acquisition de voitures par les moudjahidine et les enfants de Chouhada atteints de longues maladies ou de handicaps moteurs "entraînera des charges financières supplémentaires pour le Trésor", ce qui "pourrait être une cause de spéculation susceptible de porter préjudice à la symbolique de cet avantage."
"Le législateur a fixé la durée de la licence à 5 ans pour plusieurs raisons, notamment l'interdiction, par les textes réglementaires régissant l'inventaire des biens mobiliers (véhicules), de la vente des véhicules pendant les 5 premières années de leur mise en service, sauf qu'en cas de réforme du véhicule, la licence est renouvelée à titre exceptionnel avant l'expiration du délai de 5 ans sur présentation de pièces justificatives", a expliqué le ministre.

Concernant la restriction liée à l'impossibilité de disposer du véhicule pour usage personnel ou la vente pendant la période d'inaccessibilité fixée à 3 ans, le législateur a autorisé le bénéficiaire, selon le ministre, à lever cette restriction avant 3 ans si la totalité de l'avantage fiscal octroyé est reversée, lorsque le véhicule a été cédé dans un délai ne dépassant pas 2 ans à compter de sa date d'acquisition ou si la moitié de l'avantage fiscale octroyé est reversée, lorsque le véhicule est cédé dans un délai supérieur à 2 ans et inférieur ou égal à 3 ans.

Dans ce sillage, il a précisé que "ces mesures prises pour réglementer l'utilisation ou la vente de véhicules durant la période d'inaccessibilité (sauf aux proches) visent à protéger la catégorie bénéficiaire de ce privilège contre l'exploitation et à empêcher la propagation du trafic de véhicules, tout en veillant à ce que le privilège social ne soit pas transformé en activité commerciale."
M.Rebiga a en outre rappelé que ces licences sont accordées tous les 5 ans conformément aux dispositions des lois de finances pertinentes, qui exemptent deux catégories spécifiques de droits et de taxes douanières et fiscales sur la valeur ajoutée (TVA). Il s'agit, en effet, des invalides de la Guerre de libération nationale.

À ce titre, l'exonération des droits et des

taxes douanières ainsi que de la TVA est accordée aux victimes ayant un taux d'invalidité égal ou supérieur à 60%. Si le taux d'invalidité du moudjahid est inférieur à 60%, les droits et les taxes douanières ainsi que la TVA sont réduits en fonction dudit taux.

"L'exonération s'applique également aux enfants de Chouhada atteints de longues maladies et aux personnes handicapées (exonération des droits et des taxes douanières ainsi que la TVA)", ajoute le ministre. Concernant la protection du patrimoine historique et culturel de la résistance populaire, du mouvement national et de la Révolution de libération, évoquée par l'un des députés lors de la plénière, M. Rebiga a fait savoir que son secteur a recensé 5.215 sites historiques, 1.474 centres de torture, 2.750 sites commémoratifs et 1.287 cimetières de Chouhada, soulignant que "la protection de ce patrimoine se manifeste à travers les textes législatifs et réglementaires en vigueur."
Le ministre a indiqué par ailleurs que "son secteur a mis en place un nouveau texte réglementaire visant à encadrer et à organiser les pièces muséales dans le cadre de la préservation de la Mémoire nationale", rappelant la réalisation de 43 musées du moudjahid, dont la majorité sont situés dans les chefs-lieux de wilayas.

C. A.

وزير المالية يستقبل المنسق المقيم للأمم المتحدة تباحث واقع وآفاق التعاون بين الجزائر والمنظمات الأممية

■ تحسين تسيير المائبة العمومية تبعا للنتائج الإيجابية للإصلاح الميزانياتي

وشدد الوزير على «ضرورة توفير كل الشروط المناسبة لضمان إنجاح هذه الإصلاحات لاسيما في مجال قيادة التغيير وكذا الاستثمار في الرأسمال البشري». وفي هذا الإطار، دعا الوزير ضيفه إلى استفادة قطاع المالية من خبرة الوكالات الأممية للتنمية «من خلال الدعم التقني وتعزيز القدرات».

من جهته، أشاد ألفاريز بالجهود المبذولة من طرف بلدنا قصد وضع قواعد نمو اقتصادي مستدام، وشكر وزير المالية على الإصلاح الميزانياتي المعتمد الذي يندرج في إطار التزامات الجزائر على أساس الأجندة 2030 للأمم المتحدة لبلوغ أهداف التنمية المستدامة.

وأعرب المسؤول الأممي عن جاهزية «منظومة الأمم المتحدة في مجملها لتقديم كل الدعم للجزائر كونها شريك تنمية لاسيما من خلال إطار التعاون الاستراتيجي الجديد المعتمد مع بلدنا للفترة 2023-2027»، إذ يهدف هذا الإطار إلى «دعم الأولويات الوطنية والاستجابة للحاجيات التي يعبر عنها الطرف الجزائري لاسيما بخصوص التنوع الاقتصادي».

استقبل وزير المالية تعزيز فايد الخميس بالجزائر العاصمة، المنسق المقيم للأمم المتحدة بالجزائر، أليخاندرو ألفاريز، الذي تطرق معه إلى واقع وآفاق التعاون بين الجزائر ومختلف منظمات الأمم المتحدة، حسب بيان للوزارة.

كان ألفاريز مرفوقا خلال هذا اللقاء الذي جرى بمقر وزارة المالية، بوفد مكون من ممثلين مقيمين لبرنامج الأمم المتحدة الانمائي ومنظمة الأمم المتحدة للطفولة (اليونيسيف) بالجزائر، وفق بيان الوزارة. وشكل هذا اللقاء «فرصة لبحث واقع وآفاق التعاون بين الجزائر ومختلف منظمات الأمم المتحدة المعنية بنشاطات التعاون بالجزائر».

وبهذه المناسبة، قدم فايد الخطوط العريضة للإصلاحات المعتمدة على مستوى دائرته الوزارية لاسيما ما يتعلق بالإصلاح الميزانياتي حيث سيكون لنتائجه الإيجابية المنتظرة أثرا ملموسا على تحسين تسيير المالية العمومية من حيث النجاعة والفعالية والشفافية والأثر على المستوى العام للنمو في البلاد.

خلفاً لجمال خزناجي

عبد الرحمان خيدي مديراً عاماً جديداً للأملاك الوطنية



أحمد حمداني

● أشرف وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، على تنصيب عبد الرحمن خيدي مديراً عاماً للأملاك الدولة خلفاً لجمال خزناجي. أفاد بيان لوزارة المالية بأن الوزير فايد نصب رسمياً عبد الرحمان خيدي على رأس الهيئة التي تلعب دوراً هاماً في تجسيد مختلف السياسات القطاعية، ما يجعل من عملية رقميتها ضرورة ملحة في نجاح الإصلاحات التي باشرتتها السلطات العمومية.

وجاء في البيان أن الوزير أكد كذلك "على ضرورة ضمان استمرارية مسار رقمنة إدارة أملاك الدولة، بالنظر إلى أهمية إرساء نظام جديد للحكومة يقوم على النجاح، وذلك عبر التكريس الفعلي لثقافة العمل المتمحور حول إدارة النتائج".

وبالمناسبة، دعا الوزير لمواصلة الجهود من أجل استكمال الاندماج الوظيفي بين مصالح مسح الأراضي ومصالح المحافظة العقارية. وتقدم الوزير، حسب المصدر، بشكره لخزناجي

نظير الجهود التي بذلها، وهنأ بذات المناسبة المدير العام الجديد على تنصيبه متمنياً له النجاح في مهامه الجديدة. ويعتبر المدير العام الجديد خيدي عبد الرحمان أحد أبرز إطارات تطوير مسح الأراضي ورقمنتها. وحسبما أوردته مصادر مطلعة من القطاع له "الخبر"، فإن المسؤول الجديد للأملاك الوطنية من مواليد 1969، خريج المعهد الوطني للتقنيات القضائية، وهو مهندس دولة رئيسي، وتقني في الإعلام الآلي. وقد شغل عدة مناصب جهوية ووطنية، وكان مديراً

لمديريات مسح الأراضي بكل من تندوف، وهران، عنابة والجزائر العاصمة، وتولى أيضاً منصب مدير الحفظ العقاري ومسح الأراضي سنة 2022، ومن ثم مديراً جهوياً للأملاك الوطنية. وفي رصيد الإطار الجديد، إطلاق مشاريع عصرنة مديريات مسح الأراضي في الولايات النموذجية، بداية من عنابة ووهران، ومديرية مسح الأراضي للجزائر العاصمة. كما كانت له مساهمات في إطلاق عدة تطبيقات في الإعلام الآلي لرقمنة خدمات مسح الأراضي في المناطق النموذجية، وهو

صاحب منهجية إعداد المسح بواحات النخيل القديم وأيضاً أحد رؤساء مشروع التوأمة مع الاتحاد الأوروبي. ويحظى مشروع الرقمنة باهتمام غير مسبوق، خاصة ما تعلق بالقطاع الذي يعتبر عصب الدولة وهو قطاع المالية، فالرئيس عبد المجيد تبون خصه في ثلاث مناسبات بالحديث، قبل أن يمهل الحكومة 6 أشهر من أجل إنجاز أرضية رقمية وطنية متاحة للولوج للمواطنين والمتعاملين. أ. ح.

في أعقاب توقيع وزير المالية والميزانية السنغالي البنك الجزائري السنغالي يتحصل على الاعتماد

● "أي بي أس" أول بنك عمومي جزائري بنسبة 100% يعتمد بالخارج

تحصل البنك الجزائري السنغالي "أي بي أس" على اعتماده في أعقاب توقيع وزير المالية والميزانية السنغالي مامادو مصطفى با، ليكون بذلك أول فرع بنكي جزائري بمنطقة غرب إفريقيا، وأول بنك عمومي جزائري بنسبة 100% يحصل على الاعتماد في الخارج. ويتكون البنك الجزائري السنغالي من 4 مساهمين، يقودهم البنك الوطني الجزائري بنسبة 40%، بينما يمتلك القرض الشعبي الجزائري وبنك الجزائر الخارجي وبنك الفلاحة والتنمية الريفية مساهمة بـ 20% لكل منها.



حفيظ صوالي

● وفقا للمصادر المالية، فإن ملف اعتماد البنك الجزائري السنغالي أودع بتاريخ 19 جانفي الماضي، وقد تم إنشاء البنك من طرف 4 بنوك عمومية هي: البنك الوطني الجزائري الذي يعد البنك المترس، بنك الجزائر الخارجي، والقرض الشعبي الجزائري، وبنك الفلاحة والتنمية الريفية، على أساس حصص في رأسمال البنك المقدرة بنحو 100 مليون دولار ما بين البنوك الأربعة، منها حصة رئيسية بنحو 40% للبنك الوطني الجزائري، أي ما يعادل 40 مليون دولار، مقابل 20% لكل من البنوك الثلاث. وتم في فترة جانفي وفيفري بالخصوص تأسيس الشركة وتحديد المقر، واعتماد السجل التجاري والحساب الجبائي، وتحديد رأس المال المقدر بـ 100 مليون دولار، حيث تم استكمال الإجراءات القانونية والإدارية بغية افتتاح البنك الجزائري السنغالي الذي حصل على الاعتماد بتوقيع وزير المالية والميزانية السنغالي مامادو مصطفى با بتاريخ 11 أفريل الجاري.

وتحصل الفرع على الاعتماد بعد جلسات استماع تمت على مستوى اللجنة المالية للبنك المركزي لدول غرب إفريقيا بكوت ديفوار، واللجنة المالية للبنك المركزي لدول غرب إفريقيا في السنغال، حيث تمت الموافقة على عرض الاستراتيجية الاستثمارية التي قدمت من الجانب الجزائري، ومن المرتقب أن يكون فرع البنك الجزائري عمليا في غضون السداسي الثاني من السنة الحالية.

وينخرط البنك الجزائري ضمن إطار الهيئة النقدية أو البنك المركزي السنغالي،

دراية بواقع المنطقة. ومن المرتقب أن يتم خلال السداسي الأول من السنة تجسيد مسار فتح الفرع البنكي الجزائري بموريتانيا، الذي يعد القرض الشعبي الجزائري البنك المترس، وبنك الجزائر وبنك الفلاحة والتنمية الريفية مساهمين، ويُعرف الفرع البنكي بموريتانيا تحت تسمية بنك الاتحاد الجزائري، برأسمال يقدر بنحو 50 مليون دولار، موزعة أيضا على البنوك الجزائرية العمومية الأربعة. يتصدرهم فرع البنك الخارجي الجزائري في فرنسا.

المعروف تحت اسم البنك المركزي لدول غرب إفريقيا، وهو المصرف المركزي لثمانية دول بغرب القارة هي الدول التي تشكل المجموعة الاقتصادية والنقدية لغرب إفريقيا، والتي تضم إلى جانب السنغال كلا من البنين وبوركينا فاسو وغينيا بيساو وكوت ديفوار ومالي والنيجر وطوغو، وتأسس في سنة 1959، ويقع مقر المصرف الرئيسي في عاصمة السنغال دكار.

ويخصص الطاقم المسير للبنك، فقد تم تعيين مدير الفرع البنكي، ويتعلق الأمر بإطار جزائري مقيم منذ أزيد من 11 سنة، وقد نشط في القطاع البنكي والمصرفي وعلى

ح. ص

"إيتا إيروايز" تسيير رحلتين أسبوعيا اعتبارا من جوان المقبل

أحد أقدم بنوك إيطاليا ينظم ندوة حول فرص الأعمال بالجزائر

حسان حويشة

المؤسسات المصرفية العمومية في البلاد، ويعود تأسيسه إلى سنة 1871، أي تزامنا مع الوحدة الإيطالية بمفهومها الحالي، وهو عبارة عن مؤسسة ذات أسهم، مدرجة في بورصة ميلانو للتعاملات المالية، مرخص لها بجمع الادخار وأيضا تقديم القروض سواء للزيائن أو المساهمين فيها.

في ذات السياق، وفي إطار الاهتمام المتزايد لدوائر المال والأعمال الإيطالية بالجزائر، من المنتظر أن يرفع الناقل الوطني للبلاد "إيتا إيروايز" عدد رحلاته اليومية والأسبوعية إلى الجزائر اعتبارا من جوان المقبل.

وأفادت مصادر مطلعة لـ"الشرق" أن الناقل الإيطالي سيسير رحلتين يوميا إلى الجزائر اعتبارا من جوان، أي بمعدل 14 رحلة أسبوعيا، عوض 7 رحلات أسبوعيا الحالية، والتي كانت 6 فقط قبل 19 ديسمبر الماضي.

وحسب المصادر ذاتها، فإن هذا المعدل أي رحلتين يوميا و14 أسبوعيا، هو عودة إلى نفس الوتيرة التي كان عليها الناقل الوطني الإيطالي السابق "إيطاليا" سنة 2019، الذي عوضته "إيتا إيروايز" منذ أكتوبر الماضي، أي قبل انتشار جائحة كوفيد-19.

سيسهم رفع عدد الرحلات الجوية في خدمة حركة دوائر المال والأعمال بين البلدين إضافة للجالية الجزائرية المقيمة في إيطاليا من خلال 14 رحلة خصوصا أن رفعها سيكون شهر جوان مع بداية موسم العطل، ولكن أيضا سيبتيح للجزائريين بلوغ وجهات دولية أخرى على غرار واشنطن وسان فرانسيسكو الأمريكيتين، وهما الوجهتان اللتان سيشرع الناقل الإيطالي في تسيير رحلات إليهما اعتبارا من شهر جوان أيضا.

وكما هو معلوم، فإن "إيتا إيروايز" تسيير رحلات من مطار العاصمة الإيطالية روما "فيوميتشينو-ليوناردو دافينتشى" إلى مطار الجزائر هواري بومدين.

ينظم أحد أقدم البنوك الشعبية في إيطاليا، الأربعاء القادم، ندوة مخصصة للسوق الجزائرية، ستركز على الفرص المتاحة أمام الشركات الإيطالية الصغيرة والمتوسطة ومختلف الإجراءات الجمركية وغيرها، ما يعكس الاهتمام المتزايد من دوائر المال والأعمال في هذا البلد الأوروبي بالجزائر، في وقت يستعد فيه الناقل الوطني الإيطالي "إيتا إيروايز" لتسيير رحلتين يوميا إلى الجزائر بدل واحدة حاليا اعتبارا من جوان المقبل.

في هذا السياق، ذكر مكتب الجزائر لوكالة الترويج في الخارج وتدويل الشركات الإيطالية "إي سي أو"، في بيان، أن الندوة تنظم من طرف "البنك الشعبي سونديريو"، وستخصص للقيام بالأعمال في الجزائر والفرص المتاحة بها للشركات والمؤسسات الإيطالية.

وأوضح المصدر ذاته، أن الندوة ستعقد للسوق الجزائرية والعلاقات الاقتصادية مع إيطاليا والفرص التي تتيحها مختلف القطاعات في الجزائر للشركات الإيطالية، موضعا أنه سيتم أيضا مناقشة الإجراءات الجمركية الجزائرية وشهادات المطابقة المطلوبة وإجراءات التخفيف من المخاطر التجارية.

وسيشترك في هذه الندوة رئيس مكتب الجزائر لوكالة الترويج في الخارج وتدويل الشركات الإيطالية "إي سي أو" غابريالي باروني، فضلا عن سفارة الجزائر بالعاصمة روما، وفرع اتحاد الصناعيين الإيطاليين للبحر المتوسط وإفريقيا والشرق الأوسط، وهيئات ومؤسسات أخرى.

وسيتم بث الندوة على أرضيات رقمية مخصصة للغرض ذاته، في حين تم فتح التسجيل للمشاركة اعتبارا من الجمعة 14 أبريل.

ويعتبر بنك سونديريو العمومي، نسبة إلى منطقة سونديريو بناحية بيمونتي شمال غربي إيطاليا، أحد أقدم



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger